



46 746



Distr.
LIMITEE

E/CN.14/ECO/123
27 juillet 1977

NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Comité exécutif

Dix-septième session

Dar es Salaam, 10-12 octobre 1977

MEMORANDUM D'ACCORD AVEC L'OMCI

Note du secrétariat

1. L'Assemblée générale des Nations Unies a souligné à sa sixième session extraordinaire l'importance du transfert de la technologie industrielle des pays développés aux pays en développement dans le nouvel ordre économique international. Entre autres mesures concrètes elle a décidé qu'une réunion interinstitutions étudierait les transports maritimes en Afrique; cette réunion a été convoquée par le PNUD en association avec la CEA à Addis-Abéba, du 3 au 5 juin 1974.
2. A cette réunion, des représentants du PNUD, de la CNUCED, de la CEA, de l'OMCI et de l'OIT ont examiné en détail les principaux problèmes du développement des transports maritimes tels que ces derniers se présentent des points de vue respectifs de chacun de ces organismes. Ils ont noté la nécessité urgente de prendre des mesures dans ce domaine dans toute l'Afrique et ils ont identifié les principaux problèmes de l'Afrique.
3. Les participants ont reconnu que si l'on voulait faciliter l'expansion et le développement du commerce outre-mer des pays africains, ainsi que le commerce intra-régional, il était indispensable que ces pays disposent de services et d'installations de transports maritimes adéquats, peu coûteux et efficaces. Sinon le progrès et le développement socio-économiques des pays seraient fortement entravés et l'efficacité des programmes d'aide au développement serait diminuée. Afin d'encourager l'établissement de ces services et installations une mission maritime mixte PNUD/CEA/CNUCED/OMCI serait organisée en Afrique, dont le mandat porterait sur les moyens de formation, les services consultatifs et les politiques de développement des transports maritimes.
4. Le mandat de la mission a été révisé par des représentants de la CEA, de la CNUCED et de l'OMCI qui se sont réunis à Londres du 13 au 16 janvier 1975. La mission elle-même a eu lieu au cours de la première moitié de 1975 et elle s'est rendue dans 17 pays africains.



5. Compte tenu de l'importance et de l'urgence des conclusions du rapport de cette mission mixte et pour faciliter la prompt exécution de l'ensemble des projets et recommandations, le secrétariat de la CEA a estimé qu'il fallait créer un service mixte CEA/OMCI au sein du secrétariat, grâce auquel des mesures consécutives adéquates seraient prises dans ce domaine très important.

6. En conséquence, le Secrétaire général de l'OMCI et le Secrétaire exécutif de la CEA ont engagé des négociations en juin 1976 au sujet de la création de ce service mixte CEA/OMCI. Le memorandum d'accord du 8 juillet 1977 entre les deux organisations est l'aboutissement d'une série d'entretiens et d'un échange de correspondance qui ont eu lieu au cours de la période intermédiaire. On trouvera le texte du memorandum

.... d'accord ci-joint.

7. Cet accord est conforme aux principes énoncés dans la résolution 328(XIII) de la Conférence de Kinshasa sur la restructuration des mécanismes institutionnels intergouvernementaux pour le développement et la coopération en Afrique. Dans cette résolution la Conférence a réaffirmé la nécessité d'une coordination des activités de développement menées par toutes les institutions intergouvernementales en Afrique, afin d'assurer une utilisation maximum et efficace des ressources limitées disponibles pour faire face à la demande croissante d'aide au développement de la part des pays africains dans divers secteurs et elle a demandé à toutes les organisations intergouvernementales qui s'occupent d'activités de développement en Afrique de coopérer dans toute la mesure de leurs moyens à la promotion de mesures visant à faciliter une action concertée pour l'élaboration et l'exécution de programmes de développement économique et social dans la région africaine.

MEMORANDUM D'ACCORD ENTRE LE SECRETAIRE GENERAL DE L'ORGANISATION INTER-
GOUVERNEMENTALE CONSULTATIVE DE LA NAVIGATION MARITIME ET LE
SECRETAIRE EXECUTIF DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR
L'AFRIQUE

1. Le Secrétaire général de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI) et le Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) ont décidé après consultations qu'il était souhaitable de conclure un protocole d'accord pour renforcer encore l'étroite coopération qui existe entre l'OMCI et la CEA.

2. Ils ont présentes à l'esprit les dispositions de l'accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'OMCI en date du 13 janvier 1959 et en particulier les articles IV, V et XVI et sont conscients des avantages que les Etats africains peuvent retirer d'une action menée conjointement pour atteindre leurs objectifs communs.

En réaffirmant leur intention d'assurer une coordination efficace de leur politique générale et de leurs activités, ils sont conscients des diverses responsabilités de l'Organisation et de la Commission.

4. Ils notent que l'OMCI est l'institution spécialisée des Nations Unies qui se consacre aux questions maritimes et qui est chargée de fournir aux gouvernements le mécanisme de coopération nécessaire pour les questions de caractère technique, juridique et de l'environnement ayant une incidence sur les transports maritimes concernant le commerce international et qui doit notamment créer des systèmes de normes internationales à cette fin.

5. Ils notent que la CEA est la Commission des Nations Unies qui s'occupe du développement des Etats du continent africain et que de ce fait elle s'intéresse à l'extension des activités maritimes dans le cadre de l'intégration et du développement économiques et sociaux des Etats africains, à l'échelon régional, sous-régional et national.

6. Le Secrétaire général et le Secrétaire exécutif sont particulièrement conscients des possibilités qui s'offrent à l'Organisation et à la Commission de compléter leurs efforts respectifs à l'aide de la coopération, en se servant d'une part des liens permanents existant entre la Commission et les Etats africains et de l'échange de renseignements sur les problèmes économiques et sociaux communs qui s'y effectue et d'autre part des connaissances techniques maritimes que l'OMCI peut mettre à la disposition des Etats africains à l'échelon régional, sous-régional et national.

7. En vue d'atteindre les objectifs de l'article V de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, le Secrétaire général et le Secrétaire exécutif assureront un échange le plus complet de renseignements appropriés sur les activités des deux organisations concernant le développement maritime des Etats africains.

8. Dans le cadre de leurs efforts de coopération et en réponse à la volonté des pays en développement intéressés, le Secrétaire général et le Secrétaire exécutif conviennent de prendre toutes les mesures appropriées pour assurer la coopération nécessaire dans l'évaluation des besoins des pays en développement d'Afrique pour ce qui est de développer et d'améliorer leur capacité maritime, et en particulier les suivantes :

- a) des études conjointes, lorsque les Etats intéressés le demandent, sur l'état actuel du développement maritime en vue d'identifier les zones d'assistance technique pour les transports maritimes;
- b) des études conjointes, lorsque les Etats intéressés le demandent, en vue d'identifier les problèmes techniques se rapportant à l'exploitation et au développement des ports;
- c) des études conjointes, lorsque les Etats intéressés le demandent, en vue d'identifier les exigences et les modalités de la prévention de la pollution des mers et de la lutte contre cette pollution;
- d) des études conjointes, lorsque les Etats intéressés le demandent, sur la nécessité d'élaborer une législation maritime dans les divers Etats africains et d'harmoniser cette législation dans toute la région, selon que de besoin;
- e) une étude conjointe des moyens d'appliquer dans la région les conventions, codes, recommandations et autres textes internationaux formulés et adoptés par l'intermédiaire de l'OMCI;
- f) des efforts conjoints pour informer les Etats africains des avantages qu'ils peuvent retirer d'une participation active aux réunions techniques de l'OMCI groupant des spécialistes internationaux de disciplines pertinentes en vue de faciliter le transfert de la technologie et l'acquisition de connaissances techniques par les pays africains;
- g) des visites de spécialistes, organisées en commun, dans certains pays africains si les Etats intéressés le demandent.

9. Afin de faciliter l'accomplissement des fonctions mentionnées ci-dessus, le Secrétaire général et le Secrétaire exécutif conviennent, sous réserve que les fonds nécessaires soient mis à leur disposition par le Programme des Nations Unies pour le développement ou par d'autres sources de financement extra-budgétaire, d'établir un groupe mixte aux fins de coordonner les activités complémentaires ci-dessus mentionnées de l'Organisation et de la Commission.

10. Le groupe mixte comprendra deux administrateurs ayant les qualifications appropriées et deux fonctionnaires des services généraux.

11. Le Secrétaire général et le Secrétaire exécutif conviennent de se réunir périodiquement selon que de besoin pour examiner les progrès réalisés dans l'application de ce mémorandum d'accord et d'examiner les mesures supplémentaires de coopération qui pourraient être nécessaires.

12. Etant convenus que ce mémorandum d'accord fournira un cadre approprié à leurs efforts communs et qu'il ne sera pas interprété d'une manière incompatible soit avec l'Accord ci-dessus mentionné entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime ou avec les décisions prises par l'Organisation ou la Commission, le Secrétaire général et le Secrétaire exécutif ont signé le présent mémorandum d'accord en double exemplaire le huit juillet 1977.

Signé

Le Secrétaire général de l'Organisation
intergouvernementale maritime de la navigation
consultative

C.P. SRIVASTAVA

Signé

Le Secrétaire exécutif de la Commission
économique pour l'Afrique

ADEBAYO ADEDEJI